

PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

À Travers Nos Régions Koula-moutou : don de sang à l'hôpital paul-moukambi



DANS le cadre de la journée mondiale du don de sang célébrée le 14 juin dernier, le directeur du Centre hospitalier régional (CHR) Paul-Moukambi de Koula-Moutou, province de l'Ogooué-Lolo, le Dr Romuald Iyedi avait lancé un appel dans ce sens aux partenaires habituels. Et comme d'habitude, plusieurs se sont manifestés. Parmi eux, 80 éléments ou militaires du 5e Bataillon d'infanterie de l'Armée de terre de Koula-Moutou; 26 membres de l'association la "Lolo-Bouenguidi" et 17 volontaires de la Croix-Rouge locale. Ils ont tous manifesté le souci d'accompagner les populations de l'Ogooué-Lolo dans leur développement social et humanitaire. Pour le Dr Romuald Iyedi, l'objectif est de réduire le taux de mortalité lié au manque de sang dans la province de l'Ogooué-Lolo; et partant de renforcer encore et toujours, après les analyses qui s'imposent auprès de donneurs volontaires, les stocks de la banque de sang provinciale de l'hôpital Paul-Moukambi.

NGOUNIÉ: DES MOUTONS AUX PETITS ÉLEVEURS DE NDENDÉ ET LEBAMBA



UNE délégation du projet de développement agricole et rural (PDAR 2) conduite par le coordonnateur, Runoubigowa Ambourouet Avaro – accompagné du directeur général adjoint de l'élevage, Jean Heymann Missanda, du chef d'antenne PDAR 2, Ghislain Moussavou, de la directrice provinciale de l'Agriculture de la Ngounié, Suzanne Komba – a séjourné récemment à Ndendé et Lebamba, dans le cadre de l'opération distribution des lots de ruminants aux petits éleveurs de ces deux localités dont 29 ont reçu, chacun, deux porcs et un bélier. C'est le début de l'étape pratique de la mise en œuvre de RPSF. Autrement dit, le mécanisme de financement en vue d'encourager les éleveurs ruraux qui ont vu leurs activités subir une chute libre à cause du Covid-19. Pour les soulager, le gouvernement a sollicité et obtenu du Fonds international de développement agricole (Fida) un appui financier de plus de 244 millions, pour trois provinces: le Woleu-Ntem, l'Ogooué-Ivindo et la Ngounié. Après l'identification des ayants droit, un processus de formation sur les techniques d'élevage et de gestion des exploitations s'est effectué. Le projet vise à soulager le petit élevage et à renforcer la résilience des communautés rurales et sa mise en œuvre opérationnelle sur 9 mois, en faveur des jeunes, des femmes, des peuples autochtones et des chefs de ménages présentant un handicap.

Ndendé: renforcement des capacités sur le suivi communautaire

Félicien NDONGO Ndendé/Gabon

N atelier de formation et de renforcement des capacités pour le suivi communautaire s'est tenu dernièrement à la mairie de Ndendé, département de la Dola (Ngounié), sur le thème: "définir et mettre en œuvre le protocole de suivi des engagements environnementaux et sociaux des entreprises et des membres des quatre plateformes dans la province de la Ngounié, en général, et le lot 4 dans le département de la Dola, en particulier".

Organisé par l'Association gabonaise pour les Nations unies (AGNU) et le Centre d'action pour le développement durable (CDDE), l'atelier a été financé par l'Agence française de développement (AFD) avec l'appui du Consortium Fonds mondial pour la protection de la nature



Photo de famille après le séminaire à Ndendé.

(WWF Gabon et France). La formation avait pour objectif de contribuer à ce que ces communautés villageoises disposent des capacités à veiller à la mise en place de meilleures pratiques environnementales et sociales. En clair, à la matérialisation des engagements pris par les exploitants de l'huile de palme (Olam) et autres forestiers dans le cadre de leur certification (RSPO et FSC) et les contrats sociaux. Les représentants des commu-

nautés des villages impactés:

Ferra, Nanga, Mounigou, Moungola et Nyanga-Youngou, ont pu en savoir plus sur leurs droits et devoirs.

Les facilitateurs des organisations de la société civile, Hubert Aimé Koumba et Paulin Yembi de l'AGNU, ainsi que Marc Mbina et Natacha Ndassouma du Cadde, ont entretenu les participants sur des aspects environnementaux, sociaux et économiques et suivi d'une évaluation en groupe avec restitution des résultats.

Makokou: sensibilisation à la gestion saine des produits chimiques et déchets dangereux



Après le séminaire de sensibilisation sur la toxicité de certains déchets.

Landry EKOMBA NDOMBE Makokou/Gabon

NE délégation des membres du Comité de pilotage du projet "Chemos", conduite par Guy-Roger Ndjimba Mickomba, Sylvestre Ampeme et Carla Eboulia, vient de séjourner à Makokou, chef-lieu de la province de l'Ogooué-Ivindo, dans le cadre de la mise en œuvre dudit projet

KEKA & NDONGO

qui intègre les problèmes de santé et de l'environnement. Mais aussi le renforcement du cadre juridique et institutionnel pour une gestion saine des produits chimiques et des déchets dan-

Au cours de cette rencontre, qui a eu lieu à la salle de conférences du gouvernorat de Makokou en présence de plusieurs autorités locales et bien d'autres participants, Guy-Roger Ndjimba Mickomba a indiqué que leur mission est prescrite par le ministère de la Santé et de celui en charge de l'Environnement. Mieux, que l'organisme d'exécution dudit projet est le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à travers sa représentation au Gabon.

Les participants, venus des différents services techniques des ministères concernés, ont suivi avec une attention toute particulière les informations fournies et les techniques inculquées dans le cadre de l'utilisation au quotidien des produits chimiques et des déchets dangereux.

Au sortir de cette sensibilisation, les organisateurs ont rappelé la nécessité et/ou l'importance du cadre juridique pour mieux répartir les activités qui produisent des produits chimiques et des déchets dangereux.